

II. ENGAGEMENTS DES PARTIES ET DU PETR

Les signataires s'engagent à construire ensemble un Plan Herbe® intégré, dynamique et coopératif reposant sur les principes suivants :

- **Renforcement de la place de l'herbe** dans les systèmes d'élevage, pour des pratiques durables, économes et valorisantes ;
- **Co-construction et concertation** en associant les acteurs locaux à toutes les étapes du plan et notamment en favorisant l'adhésion d'un maximum de signataires du PHPE ;
- **Complémentarité avec les dispositifs existants**, en complète cohérence avec les politiques locales, départementales, régionales et nationales ;
- **Optimisation des moyens** humains, techniques et financiers grâce à la mutualisation et à la coordination entre les partenaires.

Concrètement chaque signataire de la charte s'engage notamment à :

- **Participer activement** aux travaux et instances de gouvernance ;
- **Mobiliser ses moyens et compétences** pour la mise en œuvre des actions ;
- **Partager ses expériences** et données dans une logique de transparence et de coopération ;
- **Promouvoir** le Plan Herbe, Prairies, Élevage du Massif des Vosges comme un levier d'innovation territoriale et de cohésion du massif.

Le Parc naturel régional des Ballons des Vosges assure la coordination et l'animation de la Charte jusqu'à la finalisation du PHPE.

II. DECISIONS

Il est demandé au Bureau Syndical,

Sur Proposition du Président,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, et notamment l'article 39 introduisant la notion de projets alimentaires territoriaux,

Vu l'arrêté inter préfectoral du 6 décembre 2016 approuvant les statuts du PETR Sélestat Alsace centrale,

Vu le projet de territoire du PETR Sélestat Alsace centrale, et notamment son axe relatif au projet alimentaire territorial,

Vu la délibération du PETR du 25 janvier 2024 relative à la poursuite du Projet alimentaire territorial et la candidature pour une labellisation de niveau II,

Vu la labélisation du PAT Alsace Centrale en niveau 2 le 14 mars 2024,

Vu l'engagement des communautés de communes membres et du PETR Sélestat Alsace Centrale comme partenaires et signataires de la *Charte d'engagement pour une alimentation durable et de proximité en Alsace centrale*

Vu l'adoption d'une motion fondatrice de soutien de l'élevage à l'herbe par le comité de bassin du 14 octobre 2016,

Vu le lancement du programme « Plan Herbe » par le comité de bassin du 30 juin 2022 qui vise à élaborer un nouveau type de projet de territoire, multi-partenarial et spécifique au soutien de l'élevage à l'herbe et des prairies sur les zones à enjeux du bassin Rhin-Meuse.

Vu la délégation donnée au Bureau par délibération adoptée le 1 septembre 2020 en comité syndical, laquelle lui permet de délivrer l'autorisation à donner au président pour signer des conventions de partenariat avec des organismes publics ou privés qui souhaitent associer le PETR aux démarches et actions qu'ils mettent en œuvre, dès lors que ces partenariats n'impliquent pas de contribution financière de la part du PETR

Considérant l'importance de l'accès à une alimentation saine, durable et de proximité pour les habitants de l'Alsace centrale,

De se prononcer sur ces dispositions,

D'APPROUVER la Charte de partenariat qui s'inscrit dans le Plan Herbe, Prairies, Élevage du Massif des Vosges,

D'APPROUVER l'engagement du PETR Sélestat Alsace Centrale dans la mise en œuvre de la charte ;

DE DESIGNER Monsieur Alain MEYER en qualité de représentant du PETR Sélestat Alsace Centrale au sein des instances de gouvernance du "Plan Herbe, Prairies, Élevage du Massif des Vosges",

D'AUTORISER le Président ou son représentant à établir et signer cette charte et tous documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Ces dispositions sont adoptées à l'unanimité.

Mise en ligne le 02/12/2025

À SELESTAT, le **- 2 DEC. 2025**

Pour extrait conforme
Le Président,
Patrick BARBIER
p.d.le Directeur général des services
Philippe STEEGER



La présente décision, à supposer qu'elle fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg ou d'un recours gracieux auprès du Président, étant précisé que celui-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.